



HAL
open science

Laurent Bonelli et Fabien Carrié, La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français

Gilles Bertrand

► To cite this version:

Gilles Bertrand. Laurent Bonelli et Fabien Carrié, La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français. Revue européenne des sciences sociales (Cahiers Vilfredo Pareto), 2019, 57 (1), pp.279-282. 10.4000/ress.4833 . halshs-02165610

HAL Id: halshs-02165610

<https://shs.hal.science/halshs-02165610>

Submitted on 20 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laurent BONELLI et Fabien CARRIÉ, *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*

Gilles Bertrand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/4833>

DOI : 10.4000/ress.4833

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2019

Pagination : 279-282

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Gilles Bertrand, « Laurent BONELLI et Fabien CARRIÉ, *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français* », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 57-1 | 2019, mis en ligne le 28 mars 2019, consulté le 01 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ress/4833> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.4833>

Ce document a été généré automatiquement le 1 décembre 2020.

© Librairie Droz

Laurent BONELLI et Fabien CARRIÉ, *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*

Gilles Bertrand

RÉFÉRENCE

Laurent BONELLI et Fabien CARRIÉ, 2018, *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Éditions du Seuil, 304 p.

- 1 Non, il ne s'agit pas du énième livre écrit par un ancien policier, magistrat ou agent de renseignement, contrairement à ce que pourraient laisser penser les choix esthétiques de l'éditeur. Ainsi du titre en rouge et blanc sur fond noir : est-ce que cela fait vendre ? Ainsi du sous-titre plus ou moins exact (« une sociologie des jeunes djihadistes français »), puisqu'il s'avère bien vite que les auteurs ne se satisfont pas de l'utilisation des termes « djihadisme » et « djihadistes » et que, du reste, nombre des jeunes étudiés sont surtout dans la provocation verbale, sans basculer dans la violence physique. Enfin, il y a le mot « fabrique » dont le sociologue Baptiste Coulmont a moqué gentiment la mode dans un billet humoristique (« Mais que fabriquent les sociologues ? ») dans *Le Monde* du 5 décembre 2018, expliquant que les éditeurs considèrent désormais l'expression « la construction sociale de... » comme jargonnante et passée de mode. Espérons au moins que tout cela incitera un plus large public, notamment les responsables politiques et de la sécurité publique, à lire l'ouvrage.
- 2 Chercheurs à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) de l'Université Paris-Nanterre, Laurent Bonelli et Fabien Carrié publient dans ce livre les résultats de leurs recherches entamées en 2016 sur un sujet hautement sensible aujourd'hui : la « radicalisation » de jeunes Français tentés de se réclamer du « djihadisme » (soit, pour

les auteurs, une « violence politique à référence islamique » (p. 17). Après l'introduction portant sur notamment sur l'emploi des mots « radicalisation » et « radicalité », l'ouvrage présente de manière critique les sources de leur recherche (chapitre 1). Ils ont eu accès, grâce à une convention avec la Protection judiciaire de la Jeunesse [PJJ], aux dossiers de 133 mineurs poursuivis pour des affaires de terrorisme ou signalés pour « radicalisation », sélectionnés parmi les presque 900 cas comptabilisés par la mission nationale de veille et d'information sur les phénomènes de radicalisation à la mi-2016, soit « la quasi-totalité de ceux qui ont été poursuivis pour terrorisme entre 2012 et 2017 » (p. 14). Les auteurs précisent que 17 % de ces 133 mineurs se sont radicalisés en faveur de l'ultranationalisme (basque, corse, ou français) et non du djihadisme, ce qui permet de montrer au passage l'ampleur finalement assez faible d'un phénomène ayant fait l'objet d'un traitement politique et médiatique obsessionnel. Conscients d'éventuels biais de la part des rédacteurs des dossiers, et soucieux de replacer leur production dans le contexte de l'activité des différents agents, les chercheurs ont également procédé à 57 entretiens semi-directifs individuels ou en groupe d'une durée d'une à trois heures avec des éducateurs, psychologues, assistants sociaux de la PJJ ou référents Laïcité et Citoyenneté (RLC) (p. 46). Le chapitre 2, consacré aux catégorisations d'État (notamment la question de la catégorisation de la violence politique), précède un troisième chapitre portant sur les différents types de radicalité, tandis que les chapitres 4 et 5 explorent les conditions familiales et scolaires de la construction de la radicalité. Enfin les chapitres 6 et 7 analysent respectivement la question de la politisation et celle du passage à l'acte violent.

- 3 D'emblée, les deux auteurs s'inscrivent en faux contre les prises de position hâtives concernant ce fameux processus de « radicalisation » de jeunes vers « l'islamisme ». Cette critique s'adresse aux médias, mais aussi à des universitaires, par exemple Olivier Galland et Anne Muxel dans *La Tentation radicale*, un ouvrage pourtant lui aussi issu d'enquêtes de terrain (p. 119). Bonelli et Carrié adhèrent à une démarche (dé)constructiviste et critique vis-à-vis de leur objet et des étiquettes qui lui sont accolées, dans la continuité de travaux comme ceux de Didier Bigo depuis le désormais classique *Polices en réseaux* (Paris, Presses de Sciences Po, 1995). Ainsi, dès l'introduction, les auteurs se démarquent des « *terrorism studies* » et de leur analyse positiviste (et surtout superficielle) des différents phénomènes de violence politique depuis les années 1970.
- 4 Bonelli et Carrié observent qu'une grande partie des publications sur la question de l'engagement de jeunes en faveur du djihadisme « se fondent sur des matériaux de seconde main » et/ou « ne sont que des critiques d'autres publications » (p. 13). Les auteurs, au contraire, ont eu un accès direct aux dossiers des jeunes étudiés. En quoi consiste cette radicalité ? Quatre types d'actes sont retenus par les autorités judiciaires contre ces mineurs : les propos et comportements inquiétants ; l'apologie du terrorisme ; les projets d'attentats, les dégradations et les violences ; les départs (ou tentatives de départ) vers la Syrie (p. 89-90).
- 5 Le livre a deux apports majeurs. Le premier, on l'a vu, est de remettre en cause le discours dominant, parfois très empreint d'idéologie ou au moins de clichés sur les mineurs radicalisés – ou radicaux. Ainsi, à contre-courant des stéréotypes sur les enfants d'immigrés (maghrébins, faut-il le préciser ?), les auteurs tirent de leur enquête que « l'essentiel des tentatives de départ ou des départs en Syrie comme la planification d'attentats sont le fait de bons élèves, issus de familles populaires stables et investies

dans l'éducation de leurs enfants » (p. 19). Les comportements transgressifs, provocateurs, surtout verbaux, sont eux plutôt le fait de jeunes en situation de rupture, de mal-être, voire ayant basculé dans la petite délinquance. Toutefois, les individus qui ont effectivement commis des attentats relevant de la « violence politique à référence islamique » depuis 2012 appartiennent à la deuxième catégorie (p. 90-91), ce qui n'est pas pour rien dans la diffusion des stéréotypes mentionnés plus haut.

- 6 Le deuxième apport majeur du livre est là : l'ouvrage dresse une typologie des formes de radicalité, qui pourrait d'ailleurs s'appliquer à d'autres de ses manifestations que le « djihadisme », tout en montrant qu'il est difficile de ranger facilement les individus dans ces cases, et qu'il ne faut pas « fétichiser » ces idéaux-types dont « les frontières ne sont pas toujours étanches » (p. 75). Ces quatre types de radicalité, bien distingués dans un tableau à la page 72, sont : la radicalité apaisante ; la radicalité agonistique ; la radicalité rebelle ; la radicalité utopique.
- 7 La radicalité apaisante concerne des jeunes (filles pour 67 % des cas étudiés), souvent isolées à l'école ou tout au moins vis-à-vis des autres jeunes du même âge, qui se « réfugient » dans « une quête spirituelle [qui] s'accompagne de pratiques rituelles (vestimentaires et alimentaires notamment » (p. 73). Ce que l'on aurait probablement appelé « crise mystique » à une autre époque (et pour le catholicisme) ne fait l'objet d'un signalement par les parents que lorsque ces derniers se sentent par trop remis en cause dans leur mode de vie, voire dans leur identité – sachant que les familles en question se caractérisent par une « régulation faible » et des « désordres familiaux » plus ou moins graves (plusieurs exemples sont étudiés p. 127 et suivantes). La radicalité agonistique (conflictuelle) concerne également des jeunes issus de familles « problématiques », mais qui ont intégré « le monde des bandes ». Ce sont surtout des garçons, en situation conflictuelle avec les institutions (p. 73). Cette conflictualité peut alors prendre la forme de provocations verbales et comportementales faisant l'apologie du djihad, alors même que les jeunes en question ne se signalent pas par une pratique religieuse régulière. C'est plutôt la conjonction de comportements délinquants donc violents et de discours radicaux qui poussent les adultes (« éducateurs surtout ») à procéder à un signalement auprès de la Justice (p. 115 et suivantes). Toutefois, c'est aussi de cet idéal-type que relèvent quelques-uns des auteurs d'attentats les plus sanglants de la dernière décennie.
- 8 Les deux autres formes de radicalité se produisent dans des familles qui connaissent moins de difficultés socio-économiques, qui sont plus stables et qui ont beaucoup investi dans l'éducation de leurs enfants. Ceux-ci peuvent alors entrer en opposition vis-à-vis de leurs familles et/ou de l'école pour deux types de raisons principalement. Dans le premier cas, celui de la « radicalité rebelle », l'adolescent est en rébellion contre une éducation et un encadrement trop rigide, voire réactionnaire, catholique et/ou d'extrême-droite (10 cas sur 133). La stratégie de contre-pied adoptée par le mineur consiste à adhérer à une autre forme de rigorisme – musulman cette fois – et à prendre verbalement partie pour des groupes djihadistes. D'où l'inquiétude des parents, qui sont la principale source d'un signalement auprès des autorités. Les auteurs notent néanmoins que cette forme de radicalité ne débouche pas, dans les cas étudiés, sur un engagement collectif (p. 137 et suivantes). Dans le dernier cas, celui de la « radicalité utopique », le mal-être de l'adolescent s'explique plutôt par les attentes et les pressions conjuguées des parents et de l'institution scolaire. Or ces attentes et ces pressions ne débouchent pas forcément sur de grandes performances scolaires, et

peuvent entrer en contradiction avec la discrimination ordinaire subie, sans parler de la montée et de la banalisation de la xénophobie et de l'islamophobie. On retrouve ici le profil précurseur de Khaled Kelkal (interviewé avant sa participation aux attentats de 1995 par Dietmar Loch, dans *Le Monde* du 7 octobre 1995) qui aurait dû, déjà à l'époque, faire s'interroger les responsables politiques et les autorités judiciaires et scolaires... Ces mineurs placés dans la catégorie de la « radicalité utopique » forment la moitié des cas étudiés (75 sur 133). Les auteurs les qualifient d'utopiques car ils croient au renversement de la société actuelle (par la violence) et à l'avènement d'un monde nouveau, selon les principes proclamés par les tenants de l'islam politique radical. Surtout, ce sont eux qui préparent le plus sérieusement des départs en Syrie. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs consacrent ensuite deux chapitres successifs (4 et 5, sur un total de 7) à cette « radicalité utopique ».

- 9 Les deux derniers chapitres du livre portent sur les formes et les étapes de l'engagement militant de certains des mineurs étudiés, principalement les « agonistiques » et les « utopiques ». Les auteurs s'intéressent ainsi à l'adhésion formelle ou informelle à un groupe, aux réseaux qui ont mis en relation les mineurs étudiés et les auteurs des pires attentats de la dernière décennie, et à la question des départs vers la Syrie. Ainsi, c'est par l'étude de trajectoires individuelles que l'ouvrage est en mesure de proposer une explication étayée au choix de « partir combattre en Syrie ou commettre des attentats en France », qui reste manifestement une énigme pour nombre de responsables politiques, de journalistes et d'« experts » en tout genre. Les « utopiques » seraient plus enclins à partir en Syrie dans l'espoir de participer à la construction d'un nouvel État musulman idéal sur les ruines du régime Al-Assad (projet moins utopique, jusqu'en 2017-2018, que de changer radicalement la société française) alors que les « agonistiques » resteraient dans une posture de combat frontal contre la société française jusqu'à commettre des attaques pouvant provoquer leur propre mort (p. 298). Bonelli et Carrié posent également, en conclusion, la question du désengagement et de la reconversion (p. 301 à 304). En effet, les dispositifs dits de « déradicalisation » créés par le gouvernement français laissent songeur, sans parler du débat démagogique autour des conditions d'incarcération de ces « radicaux » et autres « djihadistes » (faut-il les regrouper ou les isoler ?). Que deviendront ceux qui ne purgent que quelques années de prison, du fait de condamnations pour des crimes et délits mineurs ? Les auteurs avancent l'hypothèse, fondée sur les trajectoires d'autres radicaux (extrême-droite, nationalistes corses, etc.), qu'ils pourraient renoncer à la violence et se réfugier dans un entre-soi quiétiste. Peut-être. Entre-temps, les « décideurs » pourraient avoir lu ce livre, et quelques autres, et mettre en place des solutions de réinsertion crédibles.

AUTEURS

GILLES BERTRAND

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim